

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie relative à
la tarification des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les
gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité
25 novembre 2013
réponse du SIPPEREC**

Préambule

C'est sur le fondement du monopole légal dévolu aux gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité que ces derniers réalisent à titre exclusif les prestations annexes qui font l'objet de la présente consultation publique. Ces prestations se rattachent ainsi à la mission de développement et d'exploitation des réseaux publics de distribution d'électricité et figurent parmi les droits qui découlent pour les usagers du cahier des charges de la concession de distribution d'électricité (voir l'article 14 du modèle de cahier des charges établi conjointement par EDF et la FNCCR en 2007).

Certaines de ces prestations sont indispensables à l'accès et à l'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité.

L'évolution des tarifs des prestations annexes – qui peut impliquer la modification de prestations annexes existantes ou la création de nouvelles prestations – est ainsi de nature à emporter des effets sur les conditions d'exécution – notamment financières - du service public de la distribution d'électricité.

Dans ces conditions, le SIPPEREC souhaite que les nouveaux tarifs des prestations annexes réalisées à titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité soient établis dans des conditions transparentes, objectives et non discriminatoires au sens des articles 32 et 37 de la directive 2009/72/CE du 13 juillet 2009 *concernant des règles communes au marché intérieur de l'électricité*.

En outre, compte tenu de son incidence sur le périmètre des charges couvertes par les tarifs d'utilisation des réseaux publics d'électricité (TURPE), la Commission de régulation de l'énergie doit veiller à ce que l'évolution des catégories des prestations annexes et des tarifs correspondants ne porte pas atteinte au principe de l'équilibre tarifaire consacré à l'article L. 341-2 du code de l'énergie en matière d'accès au réseau. A cette fin, il est indispensable de procéder à une analyse comparative détaillée des nouveaux tarifs au regard de ceux actuellement en vigueur, approuvés par décision ministérielle du 7 août 2009.

Question n° 1 : Etes-vous favorable à la reconduite du principe d'indexation des prix des prestations annexes sur l'inflation ?

Le SIPPEREC n'est pas opposé au principe d'une indexation des tarifs de prestations, mais il s'interroge sur la pertinence du recours à l'indice des prix à la consommation. Il pencherait en faveur d'un indice répliquant la structure des coûts afférents aux prestations.

A cet égard, il regrette :

- le défaut de transparence sur les coûts desdites prestations : un volume moyen annuel de 378 M€ est mentionné dans le document de consultation, sans plus de précision,
- l'absence de commentaire, fût-il de validation, de la Commission sur ce qui semble être une évaluation communiquée par ERDF,
- l'absence de commentaire également sur les motivations de la baisse du taux de réfaction (part du coût renvoyée sur le TURPE), taux qui reviendrait de 49-51% sous TURPE 3 à 48% sous TURPE 4.

Question n° 2 : Estimez-vous que certaines prestations devraient bénéficier d'une tarification particulière ? Si oui, lesquelles et pourquoi ?

- Le SIPPEREC considère que les prestations des fiches F 180 intitulée « modification de formule tarifaire d'acheminement ou de puissance souscrite » et F 185 intitulée « modification du dispositif de comptage sans impact sur la formule tarifaire d'acheminement ou sur la puissance souscrite » doivent être couvertes intégralement par le TURPE¹.

En effet, ces 2 fiches permettent aux usagers de puissance souscrite (PS) inférieure ou égale à 36kVA d'ajuster leur contrat à leurs besoins et ainsi de valoriser au mieux la maîtrise de leur consommation.

Facturer ces prestations a pour conséquence que certaines démarches de MDE ne sont pas « rentables » pour ces usagers et ne sont donc pas menées.

Ainsi le SIPPEREC a pu constater, lors d'un contrôle mené sur l'activité du concessionnaire en charge de la fourniture aux tarifs réglementés, que les usagers domestiques aux tarifs réglementés, à qui le fournisseur a conseillé de procéder à une adaptation tarifaire, ne réalisent pas ce changement que dans un cas sur deux. Le frein, exprimé par les usagers, est le coût fixe demandé par ERDF pour réaliser le changement de tarif.

C'est pourquoi le SIPPEREC considère que pour inciter les usagers à mieux consommer, il convient de leur permettre de bénéficier immédiatement sur leur facture de la baisse de leur consommation. En conséquence, aucun frais d'adaptation tarifaire ne doit être appliqué. Ces frais sont à couvrir par l'ensemble des usagers, au travers de la recette tarifaire.

¹ Ces 2 fiches sont destinées aux usagers de PS inférieure ou égale à 36kVA.

- Les collectivités qui utilisent le potentiel de leurs bâtiments publics pour installer des unités de production solaire photovoltaïque (PV) sont confrontées à la facturation du TURPE pour chacun des sites et une gestion complexe du suivi de cette facturation.

Une prestation de regroupement des factures, identiques à celle proposée par EDF pour la facturation de la consommation des usagers disposant de plusieurs points de livraison, pourrait être mise en place par ERDF à l'attention des producteurs ayant plusieurs points d'injection pour facturer la part acheminement. Ce regroupement pourrait être complété par un établissement semestriel de la facture regroupée pour les points d'injection d'une puissance souscrite supérieure à 36kVA comme cela est déjà le cas pour ceux inférieure ou égale à 36kVA.

La mise en œuvre de cette prestation permettrait de faciliter la gestion et le suivi des installations de production des producteurs gestionnaires d'installations multiples (c'est le cas des collectivités).

Cette prestation, même si elle se doit d'être décrite dans le catalogue, est à couvrir par l'ensemble des usagers par le TURPE dans la mesure où elle a vocation à accompagner le développement de production ENR répartie sur le territoire.

C. Demandes d'évolution exprimées par ERDF

1. Prestation « Intervention pour impayé »

Question n° 3: Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le délai de réalisation de la prestation « intervention pour impayé » ne doit pas être révisé avant de disposer d'un retour d'expérience concernant d'une part, l'effet des dispositions introduites par la loi n°2013-321 du 15 avril 2013 sur le volume de demandes de coupure à la sortie de l'hiver et, d'autre part, sur les mesures prises par ERDF pour y faire face?

Le SIPPEREC partage l'analyse de la CRE.

En effet, rien ne permet de penser que la trêve hivernale généralisée à l'ensemble des consommateurs va entraîner un pic d'activité pour réaliser des coupures au terme de l'hiver.

Compte tenu de la possibilité laissée aux fournisseurs de réaliser des réductions de puissance (sauf pour les usagers protégés), il sera tout à fait possible de poursuivre les opérations de recouvrement auprès de consommateurs indécis, qui verraient, dans cette disposition, une occasion de différer le règlement de leur facture. Ainsi, au sortir de la période hivernale, seuls les usagers en réelle difficulté de paiement auraient encore une dette pouvant entraîner la demande de coupure de leur fournisseur. On peut logiquement penser que le fait que ces usagers rencontrent des difficultés à régler leur facture n'a aucun lien avec la mise en œuvre des dispositions issues de la loi n°2013-321 du 15 avril 2013.

Il n'y a donc pas lieu de s'attendre à une forte hausse du nombre de coupures du fait de cette disposition législative dans la mesure où les fournisseurs mettent en œuvre la réduction de puissance.

Il convient de souligner que la demande d'ERDF est cohérente avec la pratique actuelle des fournisseurs, et notamment celle du fournisseur historique et largement prédominant sur le marché des consommateurs domestiques. En effet, EDF ne pratique plus de réduction de puissance à 3kVA, depuis 2008 et utilise la coupure² comme seul moyen pour gérer les retards de paiement des factures.

Le Comité Syndical du SIPPEREC a, à de multiples reprises, demandé à EDF de rétablir le service de réduction de puissance à 3kVA ou Service de Maintien de l'Energie (SME) qui permet :

- d'une part, d'engager les consommateurs indécidés à régler leur facture pour retrouver un niveau de puissance leur permettant de disposer de tous leurs usages électriques ;
- d'autre part, d'éviter aux consommateurs en réelle difficulté de voir leur dette s'envoler tout en gardant un niveau de confort minimal mais décent.

Par ailleurs, le SIPPEREC approuve la proposition de la CRE de constater a posteriori l'évolution effective du nombre de coupures réalisées à la sortie de l'hiver 2013-2014 et d'analyser les mesures prises par ERDF avant de modifier le délai de réalisation de la prestation « intervention pour impayé ».

Cependant, le SIPPEREC suggère que cette analyse a posteriori tienne également compte du nombre et de l'évolution des prestations de réduction de puissance réalisées par ERDF pendant l'hiver 2013-2014. La coupure pour impayé n'est pas un mode de gestion adapté si l'on veut traiter le recouvrement des factures en prenant en considération les situations différenciées des usagers. .

En effet, la coupure est disproportionnée lorsqu'il s'agit de consommateurs indécidés ; la réduction de puissance (voire même le plus souvent le simple avertissement, par courrier ou plus simplement par SMS , que le fournisseur va procéder sous 48h à une réduction effective de puissance) suffit à les inciter à régler au plus vite leur dette.

De plus, pour les consommateurs en difficulté financière mais qui ne relèveraient pas des minima sociaux, la coupure ne leur laisse pas le temps nécessaire pour trouver la trésorerie manquante et a pour seule conséquence d'aggraver la situation sociale de ces familles. En effet, les frais de coupure facturés aggravent qui plus est lourdement la dette de ces familles.

Pour ces familles en précarité financière, la réduction de puissance à 3kVA permet le bon compromis entre la maîtrise de la dette et le maintien de conditions de vie décentes.

Un bilan à l'issue de l'hiver 2013-2014 qui concerne à la fois les prestations de réduction de puissance et les prestations de coupures pour impayé permettra de mesurer l'efficacité du dispositif législatif dont l'objet est notamment d'inciter les fournisseurs à utiliser la réduction de puissance et non pas la coupure pour améliorer le recouvrement des factures.

² Le SMI ou service minimum qui consiste à réduire la puissance à 1kVA n'est pas un service de réduction de puissance mais une alternative à la coupure lorsque celle-ci n'est pas techniquement réalisable, notamment en cas d'absence de l'utilisateur.

2. Prestation « Correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur »

Question n° 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la création de la prestation « correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur » permettrait une facturation au plus près de la consommation réelle des utilisateurs ?

ERDF propose de créer une prestation payante lorsqu'un usager conteste un index communiqué par ERDF au fournisseur pour établir sa facture.

Ainsi lorsqu'un usager constaterait une anomalie sur sa facture liée à un index qui lui semble erroné, il devrait régler une somme de 93.11€TTC ou de 55.18€TTC, selon qu'il y ait déplacement ou pas, pour qu'ERDF justifie l'index que cette société a retenu et transmis au fournisseur de l'utilisateur pour établir la facture.

Ce montant ne serait pas dû par l'utilisateur dans les 2 cas suivants :

- l'erreur d'index correspond à une consommation dépassant un seuil défini : pour les usagers domestiques, le seuil de 4000kWh est proposé, soit l'équivalent de la consommation annuelle moyenne d'un foyer ;
- l'index erroné a été relevé par le distributeur : ainsi, lors de transmission d'index par l'utilisateur, sans qu'il y ait relève physique, et dans le cas où le distributeur aurait commis une erreur de transcription, l'utilisateur devrait tout de même régler la prestation.

Le SIPPEREC souligne que, sur le territoire de la concession, 50% des réclamations des usagers à l'égard du concessionnaire gestionnaire du réseau concernent la relève.

La mise en œuvre de la prestation proposée par ERDF aurait pour conséquence immédiate de réduire le nombre de réclamations sur la relève en éliminant toute contestation lors de mise en service, résiliation ou changement de fournisseur, compte tenu du coût que devra supporter l'utilisateur, même s'il s'avère que le distributeur a bien commis une erreur.

Le SIPPEREC considère que la mise en œuvre de la prestation proposée par ERDF constituerait une entrave à toute contestation des usagers.

La mise en œuvre de cette prestation pourrait avoir également un effet non vertueux sur la qualité de la relève et constituer implicitement une incitation pour ERDF à ne plus mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de garantir l'exactitude de la relève dans la mesure où si l'erreur est révélée, le prix de la prestation versée par l'utilisateur couvre à minima le coût de la correction des index à mener.

Ainsi la, mise en place de cette prestation aurait pour conséquence, selon le SIPPEREC, plutôt une dégradation de la qualité de la relève et non une amélioration comme le considère la CRE.

Le SIPPEREC rappelle que, sauf dans 7% des cas³, les usagers qui contestent la relève règlent pourtant leur facture. Ces usagers déboursent donc une somme qu'ils ne pourraient ne pas devoir. En conséquence, une indemnisation devrait leur être versée au regard du préjudice subi, lorsque l'erreur du concessionnaire est confirmée, et non, comme proposé par ERDF, le règlement systématique d'une prestation à ERDF.

Le SIPPEREC ne partage donc pas l'analyse de la CRE et considère que la mise en œuvre de la prestation « correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur » :

- limitera et réduira considérablement toute contestation des usagers concernant la relève,
- détériorera la qualité de la relève réalisée par ERDF et donc la qualité de la facturation
- et ne tient pas compte du préjudice subi par un usager lorsqu'un index erroné a été retenu pour établir sa facture.

Question n° 5 : Etes-vous favorable à la tarification proposée par ERDF ?

Le SIPPEREC reste fermement opposé à la mise en place d'une prestation «Correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur» qui n'améliorera pas la qualité de la facturation et constitue une entrave à toute contestation de la part des usagers.

Cependant, à titre subsidiaire, le SIPPEREC considère que le niveau de prix proposé pour cette prestation est trop élevé.

La tarification proposée par ERDF est différenciée en 2 options selon qu'il y a ou pas déplacement.

Les éléments présentés dans la consultation ne permettent pas de comprendre qui, l'usager ou ERDF, décide de l'option à mettre en œuvre.

Il est cependant vraisemblable qu'ERDF demandera, pour reconnaître son éventuelle erreur, de disposer d'éléments probants et que cette société est en mesure d'imposer le mode d'enquête à mener. En conséquence, dans les faits, au cas par cas, ERDF décidera le type de prestation et imposera celle-ci à l'usager qui devra la régler à cette société pour démontrer le bien-fondé de la contestation.

Le niveau de prix correspond à environ 900kWh⁴ consommés lorsqu'il y a déplacement ou environ 500kWh consommés pour la prestation sans déplacement.

Ces niveaux correspondent donc à 2 à 3 mois de consommation moyenne d'un foyer. Ainsi, toute contestation correspondant à une erreur inférieure à ces seuils de 500 ou 900kWh coûtera plus cher à l'usager que la somme qui lui serait restituée en cas de correction d'index.

³ Cf. page 7 avant-dernier paragraphe du 7ème baromètre annuel Energie-Info sur l'ouverture des marchés, réalisé par le médiateur national de l'énergie et la Commission de régulation de l'énergie consultable à l'adresse :

http://www.energie-mediateur.fr/fileadmin/user_upload/Publications/synthese_barometre_energie_info_2013_vf.pdf

⁴ Le prix de l'énergie retenu est celui du tarif bleu base en vigueur depuis le 1^{er} août 2013.

Le SIPPEREC considère que, pour le cas où la CRE accepterait de mettre en œuvre cette nouvelle prestation, ce prix doit être considérablement abaissé à moins d'un mois de consommation moyenne soit 25€ pour la prestation comprenant un déplacement.

3. Prestation « Résiliation à l'initiative du fournisseur »

Question n° 6 : *Pensez-vous que la résiliation à l'initiative du fournisseur doit rester payée par l'ensemble des utilisateurs de réseau et non pas par les fournisseurs ou consommateurs qui en font la demande ?*

Le SIPPEREC partage l'analyse de la CRE : la prestation de résiliation pour les usagers $\leq 36\text{kVA}$ doit rester payée par l'ensemble des utilisateurs du réseau et non pas par les fournisseurs ou les consommateurs qui en font la demande.

Cependant, il convient de traiter la situation des usagers du réseau sans fournisseur. Pour cela, le nombre de ces usagers doit être connu ainsi que leur situation (taux d'ouvrant-droit aux minima sociaux, précarité énergétique,).

ERDF doit donc remettre ces éléments d'analyse aux autorités concédantes pour leur territoire et à la CRE afin que puissent être traitées ces situations particulières.

Le SIPPEREC a demandé au concessionnaire ces éléments afin, dans un premier temps, d'estimer le nombre d'usagers de la concession concernés et élaborer en lien avec les communes et les concessionnaires des modalités de traitement de ces situations. Le concessionnaire a refusé la transmission de ces éléments au Syndicat. Il convient également de souligner que ces éléments ne sont pas produits non plus dans le Compte-Rendu Annuel d'Activité de la Concession (CRAC).

4. Prestation « Accompagnement multi-raccordement »

Question n° 7 : *Etes-vous favorable à la demande d'ERDF de création d'une prestation « accompagnement multi-raccordement » et à la tarification proposée par ERDF ?*

ERDF propose la création d'une prestation « accompagnement multi-raccordement » dont les éléments constitutifs sont les suivants :

- avant le dépôt du permis de construire :
 - ☞ rencontre physique avec le client avec une présentation du projet par le demandeur et recueil de ses besoins ;
 - ☞ évaluation des contraintes et établissement d'un planning prévisionnel ;
 - ☞ réponse aux besoins en poste(s) de distribution ;
- après le dépôt du permis de construire :
 - ☞ après le dépôt du permis de construire, aide à la constitution des dossiers de demande de raccordement et conseils sur chaque affaire ;
 - ☞ portage des propositions de raccordement avec explications au demandeur ;

- ☞ revue de portefeuille des différentes affaires au demandeur sur une région (proactivité et alertes sur les dérives y compris celles dues du demandeur) avec des rencontres régulières avec le demandeur ;
- ☞ prestation assurée avec une vision globale des différentes affaires d'un même projet du demandeur, incluant le cas échéant l'accompagnement au dé-raccordement d'ouvrages existants, déplacement d'ouvrage, branchement provisoire, branchement d'installations de production d'énergie renouvelable, etc. ;
- ☞ le cas échéant, pré-réception des colonnes montantes pour garantir la réception définitive (dans le cas de la construction d'un immeuble de logements) ;
- ☞ réunion de clôture permettant un retour d'expérience de chaque affaire et un plan d'action pour les affaires suivantes.

ERDF indique également une formule de prix pour les promoteurs immobiliers fonction du nombre d'opérations, du nombre de logements, du nombre d'options choisies par le promoteur.

La proposition d'ERDF appelle de la part du SIPPEREC les remarques suivantes :

1. Le SIPPEREC rappelle les termes de l'article 7 de l'arrêté du 28 août 2007 *fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi no 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité* :

« **Art. 7.** – Un constructeur, un lotisseur, un aménageur ou un groupe d'utilisateurs situés sur des propriétés géographiquement proches **peuvent** solliciter auprès du gestionnaire du réseau public de distribution le raccordement de plusieurs points de raccordement »

Ainsi les dispositions réglementaires prévoient une possibilité ouverte aux promoteurs immobiliers et non une obligation de procéder à une demande de raccordement regroupant les logements construits. Cette possibilité permet de simplifier la démarche du promoteur mais aussi et surtout celle du gestionnaire de réseau qui n'a qu'une seule demande de raccordement à gérer pour plusieurs futurs usagers et non autant de demandes que de futurs usagers.

Par ailleurs, ERDF trouve un fort intérêt pour la gestion globale du réseau (renforcements éventuels à anticiper, coordination des travaux, solution globalement optimale à mettre en œuvre au plan des investissements) à être informé simultanément de l'ensemble des opérations projetées dans une zone géographique. Ceci fait partie intégrante de la mission exclusive de maîtrise d'ouvrage des réseaux publics confiée à ERDF par le législateur.

Ainsi, le SIPPEREC souligne que le fait de procéder à un regroupement des demandes de raccordement diminue les coûts d'exploitation du concessionnaire gestionnaire du réseau. Le SIPPEREC ne conçoit pas pourquoi ces demandeurs de raccordement groupé auraient à régler une prestation payante supplémentaire alors même que la démarche qu'ils adoptent volontairement pour demander le raccordement génère un gain de productivité évident pour le gestionnaire du réseau.

2. Le SIPPEREC rappelle également que la formulation de demandes de raccordement groupé par les promoteurs immobiliers existait avant 2009, soit avant la mise en œuvre des dispositions régissant le financement des opérations de raccordement depuis le 1^{er} janvier 2009.

Or, depuis la mise en œuvre de ces dernières dispositions, l'organisation mise en place par le concessionnaire, gestionnaire du réseau public, a généré beaucoup d'insatisfactions et une détérioration de la qualité de la prestation de traitement des demandes de raccordement.

Ce point est souligné par la CRE dans le rapport 2011-2012 intitulé « *Régulation incitative de la qualité de service des gestionnaires de réseaux de gaz naturel et d'ERDF* ». La CRE souligne que, tant pour le taux de propositions de raccordement envoyées hors délais (pages 11 à 13 du rapport), que pour le respect de la date convenue de mise en exploitation des ouvrages de raccordement (pages 15 à 16 du rapport), et pour le délai moyen de réalisation des travaux de raccordement (pages 16 à 18), même si la performance d'ERDF s'améliore au regard des résultats obtenus en 2010, des marges d'amélioration subsistent. L'année 2012 montre de plus des performances en retrait pour le taux de proposition de raccordement envoyées hors délais aux utilisateurs en soutirage (voir figure 6 page 11 du rapport de la CRE).

Force est donc de constater que depuis 2009, le concessionnaire ERDF n'est pas parvenu à mettre en place une organisation efficace et l'offre qualifiée de « standard » par ERDF est une prestation qui n'est pas satisfaisante pour les usagers.

Dans ce contexte, mettre en œuvre une prestation payante à l'attention des promoteurs immobiliers aura pour conséquence immédiate que les efforts du concessionnaire pour améliorer le traitement des raccordements seront orientés prioritairement vers les demandeurs qui auront contracté cette offre payante, entraînant ainsi une dégradation supplémentaire de la qualité du service rendu aux usagers restant à l'offre dite « standard ».

Le SIPPEREC désapprouve toute disposition qui induirait un service public à deux vitesses avec une offre de base fortement détériorée et des prestations payantes pour les usagers qui souhaiteraient disposer d'une offre améliorée.

Une prestation qui proposerait une amélioration par rapport à l'offre « standard » ou de base n'est envisageable que dans la mesure où cette offre de base atteint un niveau de satisfaction jugé correct par l'ensemble des usagers, ce qui n'est évidemment pas le cas du traitement des raccordements par ERDF.

3. Le SIPPEREC relève de plus que l'analyse des composantes de la prestation payante que propose de créer ERDF montre, qu'elles sont soit déjà incluses dans l'offre standard ou qu'elles n'auraient plus lieu d'être si l'offre standard d'ERDF était satisfaisante.

Composante de la prestation payante proposée par ERDF	Analyse du SIPPEREC
Avant le dépôt du permis de construire :	
rencontre physique avec le client avec une présentation du projet par le demandeur et recueil de ses besoins ;	La compréhension du projet de construction et de ses besoins est incluse dans l'offre standard : comment ERDF peut-il réaliser le raccordement au réseau d'opérations si les besoins du demandeur ne sont pas recueillis
évaluation des contraintes et établissement d'un planning prévisionnel;	L'analyse des contraintes du réseau induite par le futur raccordement fait également partie intégrante de l'offre standard. L'établissement d'un planning prévisionnel des études et travaux à mener est également dû dans tous les cas par ERDF
réponse aux besoins en poste(s) de distribution	Ce point est intégré dans l'étude pour établir la solution de raccordement, donc il fait bien partie de la prestation de base.
Après le dépôt du permis de construire :	
aide à la constitution des dossiers de demande de raccordement et conseils sur chaque affaire ;	Les dossiers de demande de raccordement sont définis par ERDF et ils doivent être compréhensibles et donc pouvoir être complétés sans aide. Si ces documents nécessitent une explication de la part d'ERDF, il convient soit de les améliorer soit qu'ERDF assume la mauvaise qualité de ses documents.
portage des propositions de raccordement avec explications au demandeur ;	La proposition de raccordement est un document rédigé par ERDF et doit être compréhensible sans aide. De la même façon, si la rédaction d'ERDF n'est pas aisée à comprendre, elle doit être améliorée par ERDF.
revue de portefeuille des différentes affaires au demandeur sur une région (proactivité et alertes sur les dérives y compris celles dues du demandeur) avec des rencontres régulières avec le demandeur ;	Cette prestation relève du suivi des usagers que mène ERDF et de son organisation interne et n'apporte pas de service supplémentaire au promoteur immobilier
prestation assurée avec une vision globale des différentes affaires d'un même projet du demandeur, incluant le cas échéant l'accompagnement au dé-raccordement d'ouvrages existants, déplacement d'ouvrage, branchement provisoire, branchement d'installations de production d'énergie renouvelable, etc. ;	Le dé-raccordement des ouvrages, le déplacement d'ouvrage, les branchements provisoires et branchements d'installation de production ENR sont des prestations listées parmi les prestations annexes d'ERDF ou les prestations de raccordement. La prestation proposée ci-contre consiste à faire régler 2 fois le demandeur pour le même service.

le cas échéant, pré-réception des colonnes montantes pour garantir la réception définitive (dans le cas de la construction d'un immeuble de logements) ;	<p>La maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de l'ensemble des ouvrages à construire lors d'un raccordement est répartie entre l'autorité concédante et le concessionnaire ERDF.</p> <p>En zone urbaine, zone où sont principalement construits les immeubles et donc les colonnes montantes, ERDF assure généralement cette maîtrise d'ouvrage.</p> <p>Dans ces conditions, il est curieux que le concessionnaire facture au demandeur du raccordement la réception des colonnes montantes alors qu'il est en charge de leur construction.</p> <p>De plus, la mise en exploitation de l'ensemble des ouvrages construits lors d'un raccordement est couverte par les prestations prévues au barème raccordement. La prestation proposée ci-contre consiste donc à faire régler 2 fois le demandeur.</p>
réunion de clôture permettant un retour d'expérience de chaque affaire et un plan d'action pour les affaires suivantes.	Cette prestation relève du suivi des usagers que mène ERDF et de son organisation interne et n'apporte pas de service supplémentaire au promoteur immobilier

Le SIPPEREC constate donc que pour chacune des composantes de la prestation que propose de créer ERDF, celle-ci fait déjà partie de l'offre standard, la facturation n'apparaît pas justifiée.

4. Le SIPPEREC souligne de plus que, compte tenu de la complexité de l'organisation d'ERDF, de l'insatisfaction que la performance d'ERDF sur son offre standard génère, de nombreux bureaux d'études réalisent auprès des promoteurs immobiliers des prestations d'accompagnement et se positionnent en interface entre le promoteur et le concessionnaire.

La position privilégiée d'ERDF, à la fois conseil en amont pour que se passe au mieux une prestation de raccordement que cette société assure en aval, ne peut que conduire ERDF à s'arroger une part prépondérante de ce marché.

Le SIPPEREC s'interroge sur la conformité de cette prestation proposée par ERDF, au regard du droit de la concurrence.

Pour l'ensemble des raisons exposées ci-dessus, le SIPPEREC n'approuve pas la création de la prestation payante « accompagnement multi-raccordement » proposée par ERDF.

5. Autres demandes d'ERDF

Question n° 8 : Etes-vous favorable aux demandes d'ERDF de modification des descriptifs de ces prestations ?

Le SIPPEREC est favorable aux modifications proposées par ERDF sur les fiches suivantes dans la mesure où celles-ci ont vocation à préciser la prestation correspondantes :

- Prestation F 100 « Première mise en service »
- Prestation F 120 « Mise en service sur installation existante »
- Prestation F890 « Etude de raccordement »
- Prestation F130 « Changement de fournisseur »

D. Création d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux de mener des expérimentations

Question n° 9 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations ?

L'amélioration de la qualité des prestations du concessionnaire gestionnaire du réseau constitue une des préoccupations principales des autorités concédantes, en charge de l'organisation du service public.

Pour faire évoluer le réseau vers un SMART Grid avec pour objectif de répondre aux besoins et aux préoccupations des usagers, le SIPPEREC est également favorable à la mise en œuvre d'expérimentations.

Cependant, ces expérimentations doivent être menées dans le cadre de la mission de service public local qui est confiée à ERDF. Le SIPPEREC est donc favorable à ce que les expérimentations menées par ERDF soient menées dans un cadre prédéfini.

Question n° 10 : Etes-vous favorable aux principes proposés par la CRE pour encadrer les expérimentations ?

Les autorités organisatrices du service public de la distribution d'énergie sont notablement absentes dans tous les principes que propose la CRE pour encadrer les expérimentations que pourraient mener le concessionnaire afin d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers.

Le SIPPEREC rappelle, que « la CRE est l'autorité administrative indépendante chargée de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France. »⁵.

Les autorités concédantes, propriétaires des réseaux de distribution, ont en charge, quant à elles, l'organisation du service public et par voie de conséquence le contrôle.

Le SIPPEREC demande que soient complétés comme suit les principes posés par la CRE pour encadrer les expérimentations éventuelles qu'engagerait ERDF sur le réseau public de distribution afin de tenir compte de la responsabilité des autorités concédantes au regard de la qualité du service rendu par leur concessionnaire et d'informer le propriétaire des ouvrages des évolutions expérimentées sur le réseau.

⁵ Cf. site internet CRE

Les ajouts demandés par le SIPPEREC sont indiqués en gras dans le texte proposé par la CRE:

- une concertation entre le gestionnaire de réseau et les acteurs de marché concernés, préalablement à toute expérimentation ;
- l'obligation pour le gestionnaire de réseau souhaitant mener une expérimentation de notifier à la CRE **et aux autorités concédantes sur le territoire desquelles l'expérimentation est menée**, préalablement à toute mise œuvre, en les justifiant, le contenu et une estimation du coût de la prestation qu'il souhaite expérimenter ;
- un délai minimum de deux mois entre la réception de la notification du gestionnaire de réseau par la CRE **et par les autorités concédantes sur le territoire desquelles l'expérimentation est menée** et le début de la mise en œuvre de l'expérimentation ;
- la faculté pour la CRE **et les autorités concédantes sur le territoire desquelles l'expérimentation est menée** de s'opposer à la mise en place de la prestation expérimentale dans ce délai de deux mois ;
- la limitation de la durée de l'expérimentation à deux ans, renouvelable une fois, après accord de la CRE **et les autorités concédantes sur le territoire desquelles l'expérimentation est menée** ;
- l'obligation d'identifier la prestation concernée comme « prestation expérimentale » lorsque celle-ci est inscrite au catalogue de prestations du gestionnaire de réseau ;
- la transmission à la CRE **et aux autorités concédantes sur le territoire desquelles l'expérimentation est menée**, au bout de dix-huit mois, d'un retour d'expérience sur l'expérimentation contenant le cas échéant les éléments nécessaires à une tarification.

Sous réserve de la prise en compte de ces ajouts, le SIPPEREC est favorable aux principes proposés par la CRE pour encadrer les expérimentations que mènerait ERDF sur le réseau concédé afin d'améliorer le service rendu aux usagers du service public.

Pour ce qui concerne le niveau de facturation de ces prestations nouvelles liées aux expérimentations permettant de répondre aux attentes et aux besoins évolutifs des usagers du réseau, le SIPPEREC souligne qu'en pages 30 et 31 de la délibération de la CRE du 13 novembre 2013 portant projet de décision relative aux tarifs d'utilisation d'un réseau public d'électricité dans le domaine de tension HTA ou BT, il est précisé :

- la trajectoire des dépenses d'exploitation couverte par le TURPE durant la période 2014 – 2017 sur les trois thématiques suivantes :
 - Thématique « améliorer l'efficacité des métiers de la distribution »
 - Thématique « préparer l'évolution des métiers de la distribution »
 - Programme de démonstrateurs SMART Grid
- *« les investissements de R&D et d'innovation, notamment dans le domaine des Smart grids, sont couverts en intégralité comme les autres dépenses d'investissement d'ERDF »*

Le SIPPEREC souhaite qu'un suivi précis des modes de couverture des coûts, que supporte ERDF en matière de R&D et d'innovation, soit mis en place de façon transparente.

E. Prise en compte du déploiement des compteurs évolués dans la tarification des prestations annexes

Question n° 11 : *Que pensez-vous de la proposition d'ERDF d'un tarif unique de prestations annexes indépendamment du compteur dont sont équipés les utilisateurs pendant la phase de déploiement massif des compteurs?*

Question n° 12 : *Parmi les deux options de tarification identifiées par la CRE, laquelle vous semble la plus adaptée?*

Question n° 13 : *Estimez-vous que d'autres options de tarification pourraient être envisagées ? Si oui, lesquelles?*

Les questions 11, 12 et 13 sont liées et concernent la tarification des prestations annexes pendant la phase de déploiement de LINKY et une fois le déploiement de LINKY achevé.

- Mode de tarification pendant la phase de déploiement : Certains usagers disposeront de LINKY d'autres du compteur actuel, électronique ou mécanique (à roue dentée).

2 options se posent alors :

- Soit une tarification différenciée par usager selon le type de compteur
- Soit une tarification uniforme pour tous les usagers et qui évoluera depuis le niveau de prix actuel vers un niveau de prix tenant compte des gains apportés par les compteurs LINKY.

Le SIPPEREC considère qu'une approche péréquée des gains que génèrent LINKY est préférable.

En effet, tous les usagers, qu'ils soient équipés de LINKY ou pas, devront couvrir les charges d'investissement pour financer le projet de compteur évolué. Il convient donc que les gains soient également uniformément répartis entre les usagers afin que, conformément aux prévisions de la CRE, la facture d'acheminement de chaque usager reste inchangée.

Le SIPPEREC partage l'avis d'ERDF et considère plus adaptée une tarification unique des usagers quelque soit le compteur dont ils sont équipés.

- Evolution du niveau de la tarification pendant la phase de déploiement :

Au fur et à mesure du déploiement de LINKY, des gains de productivité apparaîtront. La CRE, comme ERDF, considère que ces gains ne seront effectifs qu'à compter de 2018.

Le SIPPEREC rappelle que le projet de déploiement de LINKY a été approuvé en tenant compte de son impact nul sur la facture d'acheminement des usagers.

Il convient donc de s'assurer que les charges supplémentaires d'investissement pour déployer LINKY ne viendront alourdir la facture des usagers qu'à compter de 2018 également, c'est-à-dire concomitamment à la baisse des charges d'exploitation d'ERDF, conséquence des gains liés au déploiement de LINKY.

Le SIPPEREC considère que l'engagement pris que la facture acheminement des usagers reste inchangée avec le déploiement de LINKY induit que le coût du portage financier entre les charges d'investissement et les gains d'exploitation doit également être nul pour les usagers et globalement couvert par le projet.

Ce point n'apparaît pas clairement dans le texte de la consultation.

Le SIPPEREC sera donc attentif à ce que la facture des usagers du réseau électrique ne s'alourdisse pas avec le déploiement de LINKY et que, conformément aux études ayant permis d'approuver le projet, la baisse des charges d'exploitation générées par LINKY compense la hausse des charges d'investissement, à chaque phase du déploiement.

Le SIPPEREC demande donc qu'annuellement un bilan par prestation détaillant le nombre de prestations réalisées, la part effectuée sur les installations équipées de LINKY, les coûts supportés par ERDF et l'évolution de ceux-ci. Ce bilan transparent et publié permettra d'étayer l'évolution du prix de chacune des prestations pendant la période de déploiement, depuis le niveau actuel vers zéro.

- *Tarification des prestations annexes au terme du déploiement de LINKY*

ERDF demande que les tarifs des prestations annexes télé-opérées ne soient pas nuls une fois LINKY totalement déployé et qu'une partie des charges d'exploitation de LINKY ne soit pas mutualisée mais utilisée pour adresser un signal prix aux usagers. Le concessionnaire craint que la gratuité des prestations entraîne un surcroît de sollicitation des usagers.

Le SIPPEREC ne considère pas que les usagers vont multiplier les demandes de modification de puissance souscrite ou de relève au motif que ces prestations sont couvertes intégralement par le TURPE. Un retour d'expérience pourra cependant être fait dans le cas où le concessionnaire constate de tels comportements de la part des usagers.

Le SIPPEREC est favorable à ce que le coût des prestations qui n'entraînent aucun déplacement avec LINKY soit supporté par l'ensemble des usagers via le TURPE.

De plus, le SIPPEREC considère que les gains sur les charges d'exploitation de LINKY, une fois LINKY déployé, devront intégralement compenser les amortissements et le portage financier que les usagers vont régler au concessionnaire pendant la durée de vie comptable des compteurs évolués. Le SIPPEREC demande que cette compensation des gains et des charges fasse l'objet d'un bilan régulier et transparent.

Le SIPPEREC souhaite que le volet LINKY du TURPE soit élaboré de façon à suivre de manière transparente les gains de productivité d'une part et les charges d'investissement d'autre part et qu'annuellement, la CRE présente un bilan du projet montrant la neutralité de l'impact de LINKY sur la facture des usagers du réseau. Ce suivi sera à mener tendant la phase de déploiement et pendant toute la durée de l'amortissement des compteurs évolués.

Question n° 14 : *Etes-vous favorable à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsque celle-ci est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur évolué ?*

L'enquête de l'association UFC Que Choisir publiée en septembre 2013 et intitulée « *Les consommateurs abonnés aux mauvais coups !* » montre que LINKY va générer pour les usagers ayant une puissance souscrite proche de leur puissance maximale appelée, ou légèrement inférieure, des coupures régulières. Ces usagers seront donc contraints de demander un changement de puissance pour passer au seuil supérieur.

L'association UFC estime à 366 millions d'euros le gain généré pour ERDF.

Il s'agit là pour ERDF d'un effet d'aubaine, lié à la sensibilité plus forte de LINKY que les compteurs actuels.

De plus, l'enquête d'UFC estime également à 18% la part des usagers dont la puissance souscrite est sur-calibrée au regard de leur puissance maximale appelée.

Or, pour ces usagers, seule une analyse attentive de leur courbe de charge leur permettrait de détecter l'économie qu'ils peuvent faire sur leur facture en calibrant plus justement leur puissance souscrite.

Le SIPPEREC suggère que, lors du déploiement de LINKY, la prestation suivante soit proposée aux usagers :

- ERDF analyse leur courbe de charge et leur adresse dans un délai d'un an à compter de la date de pose de LINKY un courrier les conseillant sur le niveau de leur puissance maximale appelée et l'adaptation de leur puissance souscrite à cette puissance maximale ;
- toute modification de la puissance souscrite dans un délai de 18 mois à compter de la date de pose de LINKY n'entraîne aucune facturation de prestation pour les usagers qui en formulent la demande.

Cette prestation, plus large que la seule couverture totale par le TURPE du changement de puissance lors de la pose de LINKY, permet de faire bénéficier les usagers des fonctionnalités avancées de LINKY avec, potentiellement, un impact concret et positif sur leur facture.

De plus, lors de la pose du compteur, les usagers n'ont pas nécessairement conscience que cette installation va les inciter à changer de niveau de puissance souscrite. Le SIPPEREC considère qu'il faut proposer la non facturation de la prestation particulière de changement de puissance sur un délai minimal d'un an, qui inclut nécessairement un hiver.

Question n° 15 : *Estimez-vous que d'autres prestations doivent bénéficier d'un traitement spécifique lorsqu'elles sont demandées par l'utilisateur à la suite de la pose d'un compteur évolué ?*

Comme évoqué plus haut, le SIPPERC considère que toutes les prestations qui seront réalisées sans déplacement doivent être couvertes intégralement par le TURPE, une fois le déploiement de LINKY achevé.

Question n° 16 : Pensez-vous que la tarification des prestations annexes, une fois les compteurs évolués déployés, doit inclure certains coûts fixes tels que ceux liés aux systèmes d'information utilisés pour la réalisation des prestations?

Le SIPPEREC considère, comme exposé plus haut, que les coûts fixes liés à la maintenance et l'exploitation des systèmes d'information de LINKY sont à prendre en charge par l'ensemble des usagers et n'ont pas à être répartis entre les prestations annexes.

Ces coûts fixes sont à compenser indépendamment de la réalisation ou pas d'une prestation. Ce n'est donc pas la demande d'un usager qui induit la charge d'entretien des systèmes d'information.

Les fonctionnalités de LINKY permettent de réduire à zéro le coût généré par certaines prestations, le SIPPEREC considère que les usagers ne doivent pas se voir facturer ces prestations.
